

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
44200 Nantes

Nantes, le 05/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **GRANDJOUAN SACO**

52 quai Emile Cormerais  
44800 ST HERBLAIN

Références : N3-2023-409-RappportInspection  
Code AIOT : 0006302579

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2023 dans l'établissement GRANDJOUAN SACO implanté 52 quai Emile Cormerais 44800 ST HERBLAIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plan d'actions suite incendie 2022

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRANDJOUAN SACO
- 52 quai Emile Cormerais 44800 ST HERBLAIN
- Code AIOT dans GUN : 0006302579
- Régime : Autorisation

La société GRANDJOUAN SACO exploite, sur le site de St-Herblain, des installations de compostage, de fabrication de supports de culture normalisés et de préparation de biomasse.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Plan d'actions et REX de l'incendie de 2022

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1-Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 22/02/2016, article 1-2-1	/	Sans objet
2-Moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 22/02/2016, article 7-2	/	Sans objet
4-Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 22/02/2016, article 7-4-2	/	Sans objet
6-Etats des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/10, article 49	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3-Contrôle des moyens incendie existants	Arrêté Préfectoral du 22/02/2016, article 7-2	/	Sans objet
5-Vanne de confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 22/02/2016, article 7-4-2	/	Sans objet
7-Aménagements de la plate-forme	Arrêté Préfectoral du 22/02/2016, article 8-1-1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite s'est tenue dans le double contexte du retour d'expérience de l'incendie d'un andain de refus de compost en attente de traitement le 18 juillet 2022 et d'une action régionale de l'inspection 2023 intitulée "Gestion de crise" qui vise à vérifier la gestion des stocks, les moyens de défense incendie et le confinement des eaux d'extinction au sein des établissements industriels.

Pour ce qui concerne l'état des stocks, l'attente formulée auprès de l'exploitant porte sur la mise à disposition immédiate des pompiers en intervention du volume et de la nature des matières combustibles présentes sur le site pour leur permettre de dimensionner les moyens à mobiliser.

Pour ce qui est du confinement des eaux d'extinction, le site ne serait actuellement pas en mesure de confiner les eaux d'extinction. Il est attendu de la part de l'exploitant que des mesures immédiates portent sur la vidange des bassins existants et l'entretien des réseaux.

Enfin, pour les moyens de lutte contre l'incendie, il est attendu un dimensionnement en fonction des caractéristiques des matières présentes. La compatibilité des moyens de défense incendie aux caractéristiques des stockages est attendue avant le début de la saison chaude 2023.

## 2-4) Fiches de constats

N°1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2016, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative
<b>Prescription contrôlée –</b> Conformité de la situation administrative à l'arrêté d'autorisation
<p><b>Constats</b> – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de vérifier sa situation administrative, notamment le tableau de classement de l'établissement et, le cas échéant, de procéder à sa mise à jour.</p> <p><b>La mise à jour du tableau de classement est attendue sous 1 mois avec la réponse à ce rapport d'inspection, accompagnée d'une information de l'exploitant précisant si des risques nouveaux (non évalués dans le dossier de régularisation présenté en 2015) sont apparus.</b></p> <p>La révision des conditions d'exploitation du site, telle que souhaitée par l'exploitant qui considère que certaines prescriptions sont obsolètes, pourra être abordée dans un porter à connaissance ultérieur (fin d'année), sauf en cas de situation sensible identifiée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N°2 : Moyens de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2016, article 7-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de défense incendie
<p><b>Prescription contrôlée –</b> L'installation est dotée de moyens nécessaires [...] de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment [...] deux bornes d'incendie en limite de propriété du site et une troisième à environ 250 mètres du site. Ces 3 équipements permettent de disposer de manière simultanée d'une quantité d'eau d'au moins 138 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures à une pression de 1 bar.</p>
<p><b>Constats</b> – Au cours de leur intervention de l'été 2022, les services d'incendie et de secours ont fait état d'un débit d'eau insuffisant pour faire face à l'incendie.</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier contrôle, réalisé par la société DESAUTEL, des débits des 3 hydrants répertoriés dans l'arrêté d'autorisation. A la suite d'essais des hydrants en situation statique comme en fonctionnement simultané, l'intervenant conclut son contrôle en indiquant que les deux hydrants internes à l'établissement ne sont pas conformes. Seul, l'hydrant extérieur situé à 250 mètres de l'entrée du site est satisfaisant.</p> <p><b>Considérant ces éléments, l'inspection des installations classées considère que la défense incendie de l'établissement est insuffisante</b> et demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>➤ calculer les <b>besoins en eaux d'extinction</b> sous 1 mois en cas de sinistre majeur (en appliquant le guide technique D9) et en tenant compte des quantités maximales de matières entreposées et autorisées dans l'établissement et de leur nature ;</li><li>➤ déterminer les moyens additionnels à mettre en place pour faire face à un incendie,</li><li>➤ mettre en place les éventuels moyens complémentaires nécessaires.</li></ul> <p><b>L'intégralité de ces travaux devra être réalisée avant l'été 2023 et les justificatifs de leur exécution devront être adressés à l'inspection.</b></p> <p><b>En cas d'impossibilités matérielles de respecter ce délai, dûment justifiées, en particulier pour des raisons d'approvisionnement d'équipements complémentaires, l'exploitant prend les dispositions correspondantes pour adapter les risques aux moyens dont il dispose, notamment en réduisant les quantités de matières combustibles présentes sur site, en diminuant la taille des andains et en</b></p>

favorisant l'ilotage.
La notion d'impossibilité matérielle ne s'applique pas à l'évaluation du dimensionnement des moyens de défense.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

#### N°3 : Contrôle des moyens incendie existants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2016, article 7-2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des moyens incendie existants
Prescription contrôlée – L'exploitant fait procéder à la vérification périodique et à la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les résultats de ces contrôles et, le cas échéant, ceux des opérations de maintenance sont consignés.
<p><b>Constats</b> – Les extincteurs et les RIA sont contrôlés par la société EUROFEU.</p> <p>Les poteaux d'incendie sont contrôlés par la société DESAUTEL.</p> <p><b>Les rapports de contrôles ont été vus pendant la visite.</b></p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

#### N°4 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2016, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
Prescription contrôlée – Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées et prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.
<p><b>Constats</b> – Deux bassins dédiés existants ont pour fonction le confinement des eaux d'extinction. Le réseau de collecte de ces eaux, qui voit également transiter les eaux pluviales, dispose d'au moins une vanne guillotine qui interdit le rejet et confinent les eaux polluées sur le site.</p> <p>A la suite de leur remplissage pendant l'incendie de 2022, l'exploitant indique que les débordements des bassins sont restés contenus sur la plate-forme de compostage, en son point bas qui forme une cuvette. Les témoignages recueillis pendant le sinistre rapportent que les bassins de confinement n'étaient pas vides au moment du sinistre.</p> <p>Cette nouvelle visite a mis en évidence que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ les bassins étaient quasiment remplis à hauteur des canalisations de surverse qui évacuent les trop-pleins au réseau pluvial (à un niveau comparable à celui atteint par le sinistre de 2022 en comparant les photos prises à ces deux époques) ;</li> <li>➤ les bordures de la plate-forme de compostage sont endommagées, ce qui rend le point bas évoqué non étanche en cas de débordement des bassins de confinement ;</li> <li>➤ le plan des réseaux présenté laisse apparaître une canalisation d'évitement (by-pass) des bassins et de raccordement direct des eaux polluées au réseau pluvial si la vanne de barrage n'est pas fermée dès le début du sinistre.</li> </ul> <p><b>En l'état, l'inspection des installations classées considère que la fonction de confinement des eaux d'incendie n'est actuellement pas assurée dans des conditions satisfaisantes.</b></p>

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- vider les deux **bassins de confinement** :
  - Si l'évacuation doit se faire au réseau pluvial, l'exploitant s'assure de la conformité de son rejet et tient à disposition les justificatifs correspondants (analyses ou bordereaux d'élimination),
  - mettre à profit cette vidange pour curer les ouvrages, si nécessaire,
  - procéder à une inspection de l'état des bassins de confinement,
  - procéder à une inspection et un nettoyage de l'ensemble des réseaux de la plate-forme, plusieurs bouches d'évacuation étant apparues encombrées par des matières entreposées,
- calculer des **besoins de volumes de confinement** en cas de sinistre majeur (application du guide technique D9A) en tenant compte des quantités maximales des matières entreposées dans l'établissement et de leur nature ;
- le cas échéant, remettre en état et **calculer le volume d'eau** possiblement stocké au point bas de la plate-forme ;
- disposer en permanence d'un volume utile suffisant pour assurer le confinement des eaux d'extinction
- mettre à jour le **plan des réseaux** après les avoir vérifiés.

**L'intégralité de ces travaux devra être réalisée sous 1 mois et les justificatifs de leur exécution devront être adressés à l'inspection.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suite

**Proposition de suites :** Sans objet

N°5 : Vanne de confinement des eaux d'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/02/2016, article 7.4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vanne de confinement des eaux d'incendie

**Prescription contrôlée** – Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées et prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

**Constats** – La vanne d'isolement du site est en place. Il s'agit d'une vanne guillotine accessible et connue de l'ensemble des intervenants de l'établissement (3 salariés). Elle est signalée.

L'exploitant a procédé à sa manoeuvre pendant la visite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<p><b>Prescription contrôlée</b> – Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p><b>Constats</b> – L'exploitant tient à jour une comptabilité des stocks entrants/sortants des matières combustibles (déchets verts, composts et biomasses).</p> <p>Toutefois, l'inspection des installations classées considère que ce suivi ne répond pas complètement aux objectifs de la prescription contrôlée.</p> <p>En effet, si ce suivi peut-être estimé satisfaisant dans le cas de contrôles de conformité des activités à l'arrêté d'exploitation, il apparaît que ces informations ne sont pas immédiatement disponibles pour les équipes d'intervention des pompiers et qu'elles nécessitent un accès au réseau du site.</p> <p><b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'être en mesure de rendre compte de l'état des stocks disponibles rapidement et à distance afin que ces informations soient mises à la disposition des secours dans les meilleurs délais.</b></p> <p>L'exploitant rapporte des difficultés d'un suivi précis des stocks au quotidien et propose un suivi hebdomadaire qui peut être acceptable s'il garantit la connaissance du bon ordre de grandeur des quantités de matières combustibles présentes.</p> <p><b>La mise en place de l'organisation qui donne accès à cette connaissance devra être effective sous 1 mois.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2016, article 8-1-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagements
<b>Prescription contrôlée</b> – L'activité de tri / broyage est réalisée sur l'aire de stockage des matières entrantes d'une superficie d'environ 3 700 m <sup>2</sup> . Le stockage est réalisé en andains séparés par des voies de 3 mètres de largeur. Sur le pourtour de la zone, une distance de 4 mètres est laissée libre d'accès. Ces délimitations sont identifiées sur site. La hauteur maximale des andains est de 5 mètres.
<p><b>Constats</b> – Lors de la visite, il a été constaté le respect de la distance de 4 mètres sur la périphérie des aires de stockage des matières combustibles (déchets verts en attente de broyage, biomasse) et une hauteur de stockage de déchets verts a pu être estimée à 3 m et à près de 5 mètres pour la biomasse en extérieur, la hauteur des volumes stockés sous le auvent est d'environ 3 mètres.</p> <p>A date, cette situation est satisfaisante mais liée à la conjoncture particulière de la situation actuelle (manifestations et grèves) qui bloquent les mouvements de matériaux. En situation dite "normale", l'exploitant indique des volumes plus conséquents que ceux constatés et un fort encombrement du site.</p> <p><b>L'inspection des installations classées a rappelé l'importance du respect de ces dispositions pour éviter la propagation d'un incendie, notamment pendant la saison chaude.</b></p> <p>Il est également rappelé que les dispositions et hypothèses retenues dans l'étude de dangers, jointe à la mise à jour du dossier d'autorisation de 2015, dont les dimensions des andains, l'îlotage, la maîtrise des zones d'effets... doivent être respectées. Leur non-respect invaliderait les résultats de cette EDD.</p>
<b>Observation</b> – Le bâtiment de compostage (historique) n'est pas équipé d'exutoires de fumées. Leur installation serait délicate et coûteuse en raison d'une toiture amiantée. Il a été demandé à l'exploitant d'examiner les possibilités d'améliorer cette situation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet